

## CET ÉCRAN A ÉTÉ PARTAGÉ À PARTIR DE LA PRESSE+

Édition du 13 novembre 2019,  
section PORTFOLIO, écran 2



### PHILANTHROPIE

## UNE NOUVELLE APPROCHE QUI PORTE SES FRUITS

Au carrefour de multiples nouvelles tendances en philanthropie, le Projet impact collectif (PIC), orchestré par Centraide du Grand Montréal, vise à faire école.

**ETIENNE PLAMONDON EMOND**  
COLLABORATION SPÉCIALE

Les tomates, laitues et concombres vendus l'été au Marché solidaire Frontenac, situé à la station de métro du même nom, sont cultivés à peine 600 mètres plus loin. Une serre de 1200 pieds carrés dans le parc Walter-Stewart garnit ses étals. Ces installations s'inscrivent dans un vaste projet pour lutter contre l'insécurité alimentaire baptisé Notre quartier nourricier. Celui-ci distribue chaque année 9000 plants pour potagers à 1000 habitants des environs, donne des récoltes et plats concoctés en cuisine collective à près de 1500 ménages à faibles revenus, en plus d'initier à l'horticulture des centaines de jeunes marginalisés.

« On souhaite que nos projets interpellent le plus grand nombre de partenaires avec une attention pour la participation des bénéficiaires de ces actions », explique François Bergeron, directeur de la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, qui pilote Notre quartier nourricier.

Ces projets et leur mise en commun ont véritablement pris leur essor dans les trois dernières années. La cause ? Une aide fournie par l'entremise du Projet impact collectif. Pour lutter contre la pauvreté dans 17 quartiers de la métropole, 9 fondations, parmi lesquelles la Fondation Lucie et André Chagnon, la Fondation du Grand Montréal et la Fondation McConnell, se sont unies. Elles ont constitué ensemble une enveloppe de 23 millions de dollars sur six ans, gérée depuis 2016 par Centraide du Grand Montréal. Cinq quartiers profitent d'un soutien plus intensif, dont Centre-Sud.

### L'UNION FAIT LA FORCE

« Ça repose sur la conviction qu'aucune organisation, à elle seule, ne peut résoudre un enjeu aussi complexe que la pauvreté », explique Myriam Bérubé, directrice aux projets expérimentaux et apprentissages à Centraide du Grand Montréal.

La démarche implique aussi la Ville de Montréal, la Direction régionale de santé publique et la Coalition montréalaise des tables de quartier. « L'une des grandes tendances en philanthropie est de se regrouper pour agir », constate par ailleurs Jean Gagné, président de l'Institut Mallet, qui analyse les transformations dans ce secteur.

« Les fondations ne mettent pas seulement à contribution leurs sous, mais aussi leur réseau, leur influence et différents leviers à leur disposition. »

— Myriam Bérubé, directrice aux projets expérimentaux et apprentissages à Centraide du Grand Montréal

François Bergeron évoque en exemple qu'il peut demander à un donateur l'aide d'un avocat pour rédiger un avis juridique. « Beaucoup d'entreprises, de professionnels et d'individus contribuent de plus en plus par leurs compétences », observe par ailleurs Jean Gagné.

## **LATITUDE AUX ORGANISMES LOCAUX**

De plus, les neuf fondations n'ont pas imposé la façon dont seraient utilisés les sous du PIC. Elles ont laissé les collectivités, par la voix des tables de quartier, déterminer leurs priorités. Les 8,8 millions déjà versés dans l'ensemble de l'Île ont aussi servi à une escouade de la salubrité dans Côte-des-Neiges, à des ateliers d'urbanisme participatif dans Saint-Michel et à l'intégration scolaire des enfants de familles immigrantes dans Saint-Léonard. « Avant, il fallait transformer nos projets pour qu'ils entrent dans une case, dit François Bergeron. Là, ce sont les cases qui se transforment pour nos projets.

« Cela nous laisse une marge de manœuvre pour expérimenter et pour aller chercher les forces vives d'un territoire afin de les faire travailler ensemble. L'argent n'est pas une motivation : il est beaucoup plus de l'huile dans l'engrenage », ajoute M. Bergeron.

« Le dialogue s'est beaucoup ouvert entre les donateurs et les bénéficiaires », observe depuis quelques années Caroline Bergeron, responsable du certificat en gestion philanthropique de l'Université de Montréal. Selon elle, la montée de l'économie sociale au cours des dernières années a amené le secteur à se remettre en question. « On consulte les bénéficiaires comme on ne les a jamais consultés auparavant. »